

Avons-nous encore le temps de désamorcer le problème du climat avec les seuls moyens de l'économie de marché?

L'humanité rejette chaque année 30 gigatonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Pour stabiliser le climat, il faudrait que ces émissions redescendent en dessous de 10 gigatonnes par an, soit à peu près la quantité que peuvent absorber les océans et les continents. Si l'on admet que la Terre comptera 10 milliards d'habitants en 2050, cela fait une tonne par personne et par an. La consommation d'énergie, en elle-même, ne se réduira, toutefois, pas si nous la produisons sans gaz à effet de serre. De plus, même si on s'accommodait d'un seuil plus élevé en raison de nouvelles découvertes, cela ne changerait quasiment rien à l'urgence des mesures à engager dès aujourd'hui. Comme le démontrent les faits présentés ici, attendre que leurs conséquences se réalisent pleinement aurait des suites extrêmement fâcheuses.



Christoph Ritz
Directeur du secrétariat
de ProClim, Berne

Les émissions de CO₂ proviennent essentiellement des pays industriels

L'Europe rejette 7 tonnes de CO₂ par personne et par an, soit globalement sept fois trop. La Suisse se situe un peu en dessous de la moyenne européenne, parce qu'elle n'a pratiquement plus d'industrie lourde et que son électricité est produite quasiment sans rejets de CO₂. Une étude de l'Office fédéral de l'environnement (Ofev) prouve, cependant, que la fabrication en Suisse de tous les biens importés augmenterait les rejets de CO₂ de 70%. Il faudrait encore en ajouter 20% si on voulait remplacer les centrales nucléaires par d'autres à gaz ultramodernes. L'UE, de son côté, peut réduire considérablement ses émissions en remplaçant les anciennes centrales à charbon par d'autres à gaz. Il s'agit, toutefois, là aussi d'une mesure à courte vue, car même si on limite le CO₂ à une tonne par personne et par an, l'énergie fossile est trop précieuse pour être gaspillée à ne produire que de la chaleur.

L'Afrique est le seul de tous les continents à rejeter moins d'une tonne de CO₂ par personne et par an. L'Inde si peuplée y arrive presque, mais ses émissions augmentent rapidement et ont déjà dépassé de loin les plafonds dans les grandes agglomérations. Quant aux rejets de la Chine, ils sont déjà trois fois trop élevés.

Un réchauffement inévitable du climat

L'UE exige que la température moyenne soit stabilisée à 2° C de plus qu'à l'époque pré-industrielle. La hausse attendue de la température serait, toutefois, nettement plus marquée sur la terre ferme, avec des valeurs croissantes en remontant vers le nord. Cependant, pour atteindre cette cible, l'humanité ne peut plus rejeter que 600 gigatonnes de CO₂ de plus – et pour toujours – que les 10 gigatonnes autorisées par an. Au taux de consommation actuel, ce «crédit» de CO₂ sera épuisé dans trente ans. Même avec une augmentation de 5° C de la température, les réserves connues d'énergie fossile ne pourraient plus être brûlées pendant plusieurs siècles.

À l'heure qu'il est, on manque encore d'expérience concernant le stockage sûr et à long terme du CO₂ dans des poches géologiques ou dans les mers. En outre, il est pratiquement irréalisable de capter les rejets de CO₂ des

transports et du trafic aérien. Stocker le CO₂ en employant les grands moyens techniques n'est donc pas la solution.

L'humanité devra s'adapter au changement climatique, alors que nous avons conçu notre mode de vie en fonction de la situation qui prévalait durant les siècles passés. Songeons à notre consommation d'eau, à la résistance des bâtiments aux tempêtes et à la chaleur, ou encore à la manière dont nous traitons les catastrophes naturelles.

Les pays industrialisés doivent assumer leurs responsabilités

Les pays industrialisés devront supporter eux-mêmes les coûts d'adaptation au changement du climat, dont ils sont les premiers responsables. La plupart des pays d'Afrique et de nombreux pays en développement ne provoquent pas de rejets excessifs de CO₂. Les pays en développement et émergents su-bissent d'ores et déjà les conséquences des rejets cumulés jusqu'ici, dont 75% sont dus à 20% de la population mondiale.

La Suisse ne pourra pas non plus se dispenser de réduire ses propres rejets de CO₂ de façon draconienne. Les mécanismes de l'économie de marché ne suffisant pas, il faudra recourir à des instruments normatifs. Étant donné la «décarbonisation» indispensable de notre consommation d'énergie, les instruments préconisés par le Protocole de Kyoto sont des jouets; diminuer les rejets bon marché de CO₂ ne suffit plus. Quant à soutenir les pays émergents et en développement avec les instruments de Kyoto, c'est un coup d'épée dans l'eau si ces pays ne mettent pas eux-mêmes tout en œuvre pour freiner la frénésie d'énergie de leurs mégapoles proliférantes. Les responsables de l'actuel changement climatique doivent assumer leurs responsabilités et compenser les conséquences de leurs rejets antérieurs de gaz à effet de serre. La proposition du conseiller fédéral Moritz Leuenberger de prélever une taxe à la source doit donc être approfondie.